



Il faut que le Canada communique un message cohérent destiné à un auditoire précis et qu'il le fasse par l'intermédiaire des moyens de communication pertinents. Quels rôles appartiennent au gouvernement, au monde des affaires et aux ONG, afin de faire connaître les valeurs canadiennes. En particulier, le message qu'envoient les entreprises participant à des missions commerciales suscite des préoccupations. On a réclamé un code de conduite des entreprises et des pratiques plus équitables à l'endroit de la main-d'oeuvre. Il importe également que le Canada fasse savoir qu'il établira un équilibre entre les considérations d'ordre social et économique.

On a soulevé les répercussions de la concentration de plus en plus forte des médias sur la communication des valeurs canadiennes. On a également fait état de la question de la possession et du contrôle canadiens des médias, ainsi que celle du rôle des médias publics.

L'approche multimédia constitue un instrument de communication de notre message, bien qu'elle ne soit pas encore accessible dans toutes les régions du monde. On a appelé le Canada à encourager le transfert de technologie afin de remédier à cette lacune.

On a caractérisé le Canada comme étant un pays multiculturel qui respecte les droits de la personne, la démocratie, le bon gouvernement et la primauté du droit; il attache une grande importance à son rôle de consolidation de la paix et il fait la promotion d'un ordre international par l'intermédiaire de l'ONU et d'autres organisations.

L'éducation a un important rôle à jouer du point de vue de ce que le Canada communique au monde et de ce que les Canadiens apprennent au sujet des affaires internationales.

Au terme de la séance plénière du matin, on a regroupé les idées et questions soulevées en quatre grandes questions qu'il appartenait aux séances de

travail d'examiner plus avant, dans l'optique des informations détaillées présentées ci-après.

Séances de travail

« Comment le Canada communique-t-il : quels sont les rôles respectifs de la culture, de l'éducation, des ONG, du gouvernement et du secteur privé »

Il s'est dégagé un consensus au sujet de la nécessité que le gouvernement joue, et même renforce, son rôle pour ce qui est de la communication des objectifs et priorités de la politique étrangère canadienne.

Dans le domaine de l'éducation, il faut relever le degré de sensibilisation des Canadiens aux affaires internationales. Parmi les suggestions précises, mentionnons :

- accroître les échanges internationaux dans ce domaine;
- revoir les programmes d'études afin d'insister davantage sur les affaires internationales;
- faire davantage appel aux ONG;
- encourager les médias à participer à ce rôle en accroissant leurs reportages sur les affaires internationales.

S'il est vrai que le gouvernement canadien a un important rôle à jouer dans ce domaine, un plus grand recours aux ONG peut se révéler complémentaire de son action. En guise d'exemple, le gouvernement pourrait encourager la formation d'ONG parallèles aux ONG actuelles ou s'inspirant de leur structure. Afin d'illustrer cet élément, on a avancé l'idée de former une version juridique de Médecins sans frontières afin de donner des avis juridiques sur la création de systèmes de gestion des affaires publiques. On a également proposé de renouveler des organisations comme CUSO, mais en y intégrant des organismes du secteur privé et en accroissant son financement. Les programmes qui encouragent